

Au-delà de la transition : renouer avec les racines de l'écologie politique

Simon Chaunu

Numéro 805, novembre–décembre 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92015ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chaunu, S. (2019). Au-delà de la transition : renouer avec les racines de l'écologie politique. *Relations*, (805), 37–39.



La remise du prix de notre concours d'écriture étudiant « Jeunes voix engagées » a eu lieu le 5 octobre dernier à la Maison Bellarmin, à Montréal. Simon Chauu, étudiant au doctorat en sociologie à l'Université Laval, est l'heureux gagnant. Voici le texte qui lui a valu le prix qui était accompagné d'une bourse de 500 \$.

AU-DELÀ DE LA TRANSITION: RENOUER AVEC LES RACINES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Simon Chauu

Toute tentative sérieuse d'appréhender la crise générale de la biosphère doit partir de ce constat simple: ce que l'on désigne par transition écologique n'aura pas lieu. Et il faut de plus ajouter que toute politique relevant de cette catégorie ne pourra qu'empirer, à terme, le biocide planétaire en cours.

Une telle affirmation n'a pas pour but de faire de la provocation anti-écologiste facile, telle qu'elle pullule dans les médias les plus médiocres, où les contradictions et faiblesses des mouvements environnementalistes sont instrumentalisées afin de nier notre course vers l'abîme. Il s'agit au contraire de réveiller l'idéal d'une écologie politique radicale, s'appuyant sur une critique rigoureuse de la civilisation industrielle qui étend son emprise sur le globe depuis plus de deux siècles.

C'est seulement depuis une telle position qu'il nous semble décent de rejeter le réformisme vert et le récit dominant de la transition, qui se concentrent principalement sur la question du climat. Sans doute faut-il ajouter ici un second constat: le récit médiatique du « changement climatique » – déjà une euphémisation du « réchauffement planétaire » qui faisait la une des médias il y a quelques années – est une terrible simplification de la guerre contre le vivant menée par nos structures industrielles et technoscientifiques. Là encore, cette affirmation pourrait ressembler à une provocation inutile devant l'importante proportion de nos contemporains qui est devenue, à juste titre, obsédée par les émissions de gaz à effet de serre et notre dépendance aux énergies fossiles. Une crainte apocalyptique nouvelle s'est emparée des esprits, particulièrement sur les médias sociaux où certains s'enfoncent dans le désespoir et annoncent qu'ils ne feront jamais d'enfants, tandis que d'autres décident de militer contre l'extinction de masse qui vient par des actes de désobéissance civile. Et devant les rapports scientifiques qui s'accumulent – nous informant de l'accélération de la détérioration du climat, de la destruction rapide des populations d'insectes, d'oiseaux et de poissons, de l'« empoisonnement » généralisé causé par des produits chimiques synthétiques aux noms imprononçables, etc. –, il est difficile de ne pas succomber

à cet esprit du temps eschatologique et à la mode de la collapsologie, cette « science » de l'effondrement.

Une impasse annoncée

Plusieurs parmi les militants et les militantes les plus révoltés partagent avec les environmentalistes les plus institutionnels le récit de la transition. Or, la question énergétique qui en est le thème central en constitue en même temps le talon d'Achille. Ce récit de la transition affirme pouvoir nous libérer des énergies fossiles grâce à des technologies de pointe permettant l'exploitation efficiente des énergies « vertes » et « renouvelables »: l'éolien, le solaire, l'hydroélectricité, la biomasse et même, pour certains, le nucléaire. Mais un examen approfondi révèle vite l'impasse: il est en réalité impossible de substituer ces énergies aux combustibles fossiles pour maintenir, voire étendre, nos niveaux actuels de production et de consommation. En outre, l'utilisation massive de certaines d'entre elles nécessite l'extraction polluante de ressources spécifiques, comme les métaux rares, ce qui met à mal leur prétendue « propreté ». Plus encore, ces énergies « vertes » peuvent entraîner des effets pervers désastreux, puisque la diminution de la consommation de pétrole et de charbon, dans certains secteurs, peut conduire à leur usage croissant dans d'autres, selon ce que les spécialistes de la question énergétique appellent le paradoxe de Jevons¹.

À la racine de cette erreur se trouve notre incapacité à comprendre que notre civilisation industrielle repose entièrement sur une façon – unique dans l'histoire humaine – de penser et d'utiliser l'énergie: un stock inépuisable à consommer et à consommer afin de soutenir l'expansion illimitée d'un monde mécanique, d'une prolifération d'objets techniques, d'instruments, de machines et de réseaux. Une *mégamachine* nécessitant l'extension parallèle d'organisations bureaucratiques, publiques comme privées, afin de réguler et de normaliser les comportements des individus placés dans cet univers synthétique dévitalisé. Un des aspects déconcertants du moment est cette impression de jouer dans une mauvaise comédie. On se souviendra qu'il y a seulement une

décennie, la transition énergétique devait, déjà, nous sauver. En 2006, l'ancien vice-président américain Al Gore remportait un succès populaire mondial grâce à son documentaire *Une vérité qui dérange*, et il recevait le prix Nobel de la paix l'année suivante, conjointement avec le GIEC. Au même moment, en France, Nicolas Hulot, alors à la tête de sa fondation éponyme, parvenait à faire signer un pacte écologique par les principaux candidats à l'élection présidentielle, puis, une fois élu, Nicolas Sarkozy promettait un «New Deal écologique» à la tribune des Nations unies et lançait un «Grenelle de l'environnement» devant faire de la France un chef de file en matière de développement durable. Enfin, l'accession au pouvoir de Barack Obama, dans la foulée de la crise financière de 2008, semblait annoncer une nouvelle ère tant pour les États-Unis que pour l'ensemble du globe et l'amorce d'une diplomatie climatique multilatérale.

Nul besoin de dire ici ce que sont devenues ces espérances. Nous pensions alors pouvoir encore sauver les ours polaires sur leurs morceaux de banquise de plus en plus étroits; aujourd'hui, nous pleurons d'avance leur disparition.

Notre critique n'est pas neuve. Dans *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, publié en 2008, René Riesel et Jaime Semprun, deux vétérans de Mai 68 et héritiers du mouvement situationniste, démystifiaient avec brio les discours catastrophistes de l'écologie institutionnelle. Et déjà il ne s'agissait pas de contester la gravité de la crise, mais au contraire de mettre en lumière à quel point celle-ci était réduite et simplifiée à un ensemble de statistiques et de mesures quantitatives sans âme. Selon eux, l'erreur des partisans d'un «catastrophisme éclairé» – les ancêtres de nos collapsologues contemporains – était de ne pas avoir compris que le désastre avait déjà eu lieu. Que la société industrielle, marchande et technicienne avait accompli son travail de destruction le plus extrême, non seulement dans l'environnement, mais aussi dans l'esprit humain, sapant fondamentalement le goût de la liberté. Dans cette situation d'apathie et d'impuissance, Riesel et Semprun pressentaient que les prévisions pessimistes émises sous l'autorité de la science ne pouvaient que soutenir des programmes technocratiques de mise sous tutelle bureaucratique de ce qui restait de la biosphère. Cependant, ils prévoient que cette «administration du désastre» échouerait quant à ses objectifs affichés, tout en ayant des effets délétères: l'allongement de l'agonie du système industriel et l'étouffement de l'esprit critique.



Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef de *Relations*, et Simon Chaunu à la remise du prix, le 5 octobre 2019. Photo: Gilles Pilette

Ils ne pouvaient toutefois prédire que le mouvement environnementaliste officiel, par ses revendications, n'obtiendrait en réalité que des résultats dérisoires des accords non contraignants pour les États, quelques fonctions ou ministères ici et là, une zone naturelle préservée dans tel pays, une taxe carbone dans un autre, pendant que les usines à charbon, les aéroports et les serveurs informatiques se multiplient et tournent à plein régime. Et toujours, toujours, des annonces et des promesses répétées de sommet international en sommet international, de campagne électorale en campagne électorale.

L'idée que les fondements mêmes de notre civilisation, son imaginaire autant que sa matérialité, puissent être viciés ne peut plus être éludée, comme le fait le discours dominant de la transition et ses avatars – développement durable, croissance verte, économie circulaire, etc. Celui-ci prétend pouvoir nous faire vivre mieux dans un monde mourant en remplaçant la création de la valeur économique par la production d'un bien-être quantifié. Nous sont promis un taux d'alphabétisation supérieur, une espérance de vie plus longue, un revenu minimal satisfaisant; peut-être même pourra-t-on faire rentrer dans les calculs la proximité avec un espace vert dûment protégé, ou un nombre accru de relations sociales par personne. En supposant qu'il soit encore possible d'atteindre de tels objectifs durant les décennies qui viennent, comment une telle existence dans un milieu technicisé et administré rendu «durable» pourrait-elle véritablement être une vie bonne? Ce discours, aveugle quant à ses propres prémisses, est incapable de le justifier.

Partir sur d'autres bases

La question philosophique de la vie bonne était pourtant centrale à la critique écologiste moderne, dès son essor dans les années 1970. Mais depuis, sa mémoire a été soigneusement travestie, déformée, insultée ou ignorée par les puissances industrielles, politiques et médiatiques. Si les urgences du présent nous pressent de nous engager dans l'action – signer telle pétition, participer à telle marche, se mettre en grève, bloquer un siège social, etc. –, la tâche de s'arrêter pour *penser mieux* est tout aussi essentielle. Pour cela, nous pouvons nous appuyer sur une tradition intellectuelle marginalisée, qui prit racine dans les premières contestations contre le nouvel ordre industriel, il y a déjà deux siècles de cela. Comme l'ont montré dans des travaux récents des historiens comme Jean-Baptiste Fressoz et François Jarrige, cet ordre ne s'est pas imposé sans susciter des résistances tant chez les intellectuels

que chez les populations paysannes et artisanes qui se faisaient brutalement déposséder de leurs lieux de vie, de leurs savoirs et de leurs pratiques par la caste industrialiste et ses alliés.

Ce fut cependant au XX^e siècle que ce courant critique se consolida, grâce à des penseurs tels Lewis Mumford, Günther Anders, George Orwell, Bernard Charbonneau, Jacques Ellul, Murray Bookchin, Ivan Illich, André Gorz, Christopher Lasch et bien d'autres encore. Au-delà de leurs caractères propres et de leurs idiosyncrasies, ces intellectuels s'attaquèrent à la déqualification du travail par la mécanisation et la bureaucratisation, à la transformation de l'État en un gigantesque corps administratif organisé, à l'apparition d'un univers fantomatique de sons et d'images avec les médias de masse. Ils mirent en cause la double destruction de notre environnement naturel et des traditions culturelles historiques et, *in fine*, le mythe de la Modernité et du Progrès, l'illusion d'une humanité finalement majeure, rationnelle et sécularisée.

Contrairement à ce qu'ont pu affirmer certains de ses détracteurs, cette critique n'était pas réactionnaire, son souci n'étant pas le maintien des hiérarchies et de l'ordre social mais bien la liberté, qui semble échapper de nouveau à l'humanité au moment où elle se débarrasse d'anciennes contraintes. On leur reprocha également d'être pessimistes – un grief sans doute plus exact –, mais un regard honnête sur notre situation, quelques décennies après leurs avertissements, nous montre qu'ils avaient bien des raisons de l'être. Anders le remarquait : la leçon souvent oubliée du mythe de Cassandre est que ses prophéties se révélèrent justes.

Malgré la noirceur de leur diagnostic, ces intellectuels explorèrent tout de même les sentiers perdus qui pourraient nous mener vers une civilisation nouvelle, plus sobre et plus juste, bien que son enfantement soit difficile. À nous désormais de donner plus de substance à ce dont ils avaient tracé les contours : un socialisme *biotechnique et anti-industriel* pouvant faire le pont entre le passé et le présent. En effet, dès les années 1930, l'idée d'une société biotechnique a été défendue par l'historien Lewis Mumford. Il désignait ainsi un nouvel usage de la technique rompant radicalement avec les technologies industrielles de haute puissance, ces dernières ne servant qu'à

la quête effrénée de finalités abstraites et mortifères, comme le profit, la propriété ou encore le pouvoir politique. Selon lui, le programme socialiste de réappropriation et de démocratisation de la production devait être complété par une révolution des valeurs, assumant le ralentissement considérable de nos rythmes de production afin de privilégier l'épanouissement de la vie – sous toutes ses formes – et la plénitude de la personne humaine.

Ces idéaux sont toujours actifs, mais apparaissent sous un jour nouveau : la critique anti-industrielle contemporaine, qui se veut l'héritière à la fois des luttes ouvrières et des luttes pour la protection des territoires, affirme qu'il est désormais incontestable que la croissance et le développement menacent, pour les siècles qui viennent, les conditions humaines d'existence. Les « zones à défendre » qui surgissent ici et là sont en partie l'expression en actes de cet anti-industrialisme, de ce refus de « gérer » le désastre en cours².

La perspective ici délimitée invite donc à réconcilier la construction sociale de la liberté par l'émancipation du travail avec la créativité surabondante de la nature organique – sans nier qu'il doit toujours exister une tension entre l'humanité et son milieu. Cela exige d'abandonner l'essentiel des moyens techniques et bureaucratiques que nous avons accumulés depuis la révolution industrielle, car ils ne sont simplement pas ré-appropriables, étant déjà des finalités concrètes, matérialisant l'imaginaire industrialiste et techniciste. Un tel « regrès » technique, de toute manière inévitable à long terme, nous confrontera à des choix difficiles et devra nécessairement être contrebalancé par un puissant renouveau de l'idéal de solidarité.

Il n'est toutefois pas question, bien évidemment, de revenir à une nature vierge ou à un mode de vie communautaire archaïque, les deux souvent mythifiés. Il s'agit plutôt d'inventer avec lucidité, dans les ruines de l'industrialisme, une nouvelle façon de tisser les liens entre culture et nature. ☺

1. Voir Mathieu Auzanneau, *Or noir. La grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte, 2015.
2. Voir Miguel Amorós, « Nous, les anti-industriels », en ligne sur le site <piecesetmaindoeuvre.com>.

**FIÈRE, AUTONOME
ET ENGAGÉE!**

NOUS CRÉONS L'AVENIR

FAE
FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT

f t lafaef.qc.ca